

« La loi de la République est la loi », Libération, 11 janvier 2002.

La France serait le «pire pays d'Occident en ce qui concerne l'antisémitisme». Le vice-ministre des Affaires étrangères israélien, Michael Melchior, faisait il y a peu cette déclaration, en l'absence pourtant de tout travail de terrain scientifiquement conduit par des experts. La France serait-elle au top du palmarès de l'antisémitisme, surtout en raison de sa politique proarabe?

Personne ne nie l'existence de l'antisémitisme dans notre pays. Nonna Mayer, spécialiste de ces questions, déclarait au Journal du dimanche cette semaine que le nombre d'antisémites n'y augmente pas, mais que leur parole se libère plus facilement aujourd'hui. Elle faisait également état de ses inquiétudes quant aux retombées que pourrait avoir l'aggravation du conflit au Proche-Orient. En tout cas, on est loin de 1933, de la Nuit de cristal en Allemagne nazie. Mais, à entendre certains médias juifs ou à les lire, on pourrait avoir l'impression du contraire. Et cette déclaration du ministre israélien ne fait que jeter de l'huile sur le feu et exciter davantage des esprits déjà bien remontés. Elle ne fera sûrement pas baisser le nombre d'antisémites en France.

Le gouvernement israélien ne s'est pas arrêté à cette bourde. Le ministère de l'Intégration a aussi trouvé le moyen d'annoncer l'octroi d'une aide financière exceptionnelle aux juifs français qui immigreraient en Israël. Voilà un retour en fanfare au sionisme d'antan qui, dans un premier temps, comptait réunir tous les juifs dans le futur Etat et se contenta ensuite, faute de mieux, d'y rassembler les juifs persécutés et surtout les plus pauvres. Or, le sionisme idéal a depuis longtemps déserté les chaumières israéliennes, qui tendent de plus en plus à la normalisation et qui ne regardent plus du côté de la diaspora, alors que celle-ci s'appuie sur Israël pour rester juive.

Oui, les Israéliens, eux-mêmes issus de familles immigrées, confrontés au chômage et épuisés par le conflit actuel, ne veulent plus d'immigrés, se plaignent des Russes arrivés par vagues ces dernières décennies et les accusent de bénéficier des privilèges d'un gouvernement qui les considéra comme une manne démographique et économique. Véritable contradiction entre le sionisme «originel» du gouvernement de Sharon et l'état d'esprit des Israéliens eux-mêmes, dont 14 % auraient songé, selon un sondage, à quitter le pays. Ce taux atteint 28 % dans la tranche d'âge des 28-34 ans. L'insécurité qui règne dans la région limite aussi les investissements des Israéliens, qui préfèrent acheter des appartements à Chypre, Budapest ou Londres plutôt que chez eux.

Le gouvernement israélien classe la France parmi les trois réservoirs d'émigration, avec l'Afrique du Sud et l'Argentine. Face à la démographie galopante des Palestiniens et des Arabes israéliens, le pays a besoin d'immigrés. D'accord, mais qui partira de France en Israël? Sûrement pas les couches aisées de Neuilly ou du septième arrondissement. D'ailleurs, l'antisémitisme ne touche pas actuellement ces populations, mais plutôt les familles juives défavorisées des banlieues, les orthodoxes, issus pour la plupart du Maghreb, tous ceux qu'on pourrait installer aujourd'hui dans les «territoires» pour y renforcer le peuplement juif.

Malgré l'antisémitisme, les juifs de France ne sont pas à ce point menacés pour que le gouvernement israélien ait besoin de s'apitoyer sur leur sort. Les angoisses démographiques d'Israël risquent, en revanche, de mettre en danger toute la collectivité juive de France et de la couper de son environnement. Grave erreur. Ces possibles candidats à l'émigration auraient pu, dès leur départ d'Afrique du Nord dans les années 1950-1960, gagner Israël. Ils ne l'ont pas fait. Et aujourd'hui, mus par la peur de l'antisémitisme, s'intégreraient-ils dans un pays dont ils ne partagent la culture que d'une manière mythique? Pourquoi les déstabiliser ainsi et faire basculer l'opinion publique française contre les juifs en général?

On risque également de donner l'impression que ceux-ci ne sont pas de vrais citoyens français et qu'au moindre pépin, ils se dirigent vers ce qu'on appellerait «leur pays». Les Français, dont on a brûlé les voitures par centaines le 31 décembre 2001, vont-ils quitter eux aussi l'Hexagone? Le gouvernement israélien abuse de l'ascendant d'Israël sur les juifs de France et de leur attachement. Un attachement qui ne signifie pas pour tout le monde le désir d'un abandon de son pays d'élection. On peut avoir des liens très forts à la fois avec la France et avec Israël.

La faute revient aux institutions communautaires, à certains de ses médias et de ses intellectuels organiques qui ont, d'abord, politisé l'antisémitisme et, ensuite, induit, par excès de vigilance, les autorités israéliennes à faire ces déclarations peu souhaitables dans le contexte actuel. Ce sont ces mêmes institutions qui n'ont pas fait assez confiance aux autorités de la République pour régler ces questions, et elles seront tenues pour responsables des conséquences de leur attitude sur l'ensemble des juifs. Les pouvoirs publics seront, espérons-le, à la hauteur pour attribuer les propos tenus avec légèreté par les autorités israéliennes à l'atmosphère tendue dans laquelle évoluent aussi bien les juifs que les musulmans de France, en raison du conflit proche-oriental.

Le gouvernement israélien a, en outre, décidé de créer un «forum international de lutte contre l'antisémitisme», qui associera des représentants de l'Etat et des services de renseignements à ceux des organisations juives et à des universitaires. La défense des juifs victimes de l'antisémitisme en France passera-t-elle désormais par une unité de lutte émanant du gouvernement israélien? Il est temps d'arrêter les dégâts. De surcroît, on se demande ce que peut faire concrètement ce forum. Israël, l'ambassade d'Israël en France, la collectivité juive de France, l'antisémitisme, sont des éléments qu'on ne devrait pas si facilement amalgamer.

Il fut un temps où les juifs, craignant qu'on les taxe de double allégeance, faisaient la part des choses: «Dina de-malkhuta dina»: la loi du pays est la loi. Ce précepte talmudique a toujours guidé les juifs de la diaspora. On a l'impression que les leaders communautaires, à qui l'Etat a accordé, ces dernières années, trop d'importance, ont eux aussi libéré leur parole à mauvais escient, oubliant les règles élémentaires de bonne conduite. Aujourd'hui, ils se hasardent dans des voies périlleuses. C'est à eux qu'il revient de rappeler à l'ordre leurs ouailles, les 30 à 40 % des juifs qui constituent la communauté dite organisée.

L'antisémitisme est à combattre sur place et pas par gouvernement israélien interposé. Les juifs sont des citoyens français, et c'est à la France d'assurer leur sécurité. L'Etat a laissé se former dans les banlieues des forteresses assiégées, forteresses de déshérités, de mal-intégrés, de mal-aimés. On a fait semblant de ne rien voir pour ne pas créer d'affrontements. Ces laissés-pour-compte ne sont pas tous des enfants d'immigrés arabes, mais la majorité l'est. Il est vrai que la cause palestinienne leur semble plus motivante que l'errance sans but dans les couloirs délabrés des HLM. On ne va quand même pas les accuser de s'identifier à cette cause quand Israël intervient pour sauver les juifs des griffes des antisémites. Attention, l'identification a des limites qui sont celles de la citoyenneté.

L'Etat pourrait se donner les moyens de gérer ces problèmes sécuritaires recrudescents. La lutte contre l'antisémitisme n'est envisageable que dans ce cadre. Les remèdes ne manquent pas. La société civile a aussi un rôle à jouer dans cette entreprise, notamment les responsables communautaires aussi bien juifs que musulmans. La diabolisation des uns ou des autres à partir de considérations de politique proche-orientale est susceptible de mener à l'impasse. Les juifs des banlieues chaudes, le plus souvent eux aussi d'origine maghrébine, connaissent bien le monde musulman. Ils peuvent avoir une part déterminante dans ce rapprochement, même si leur rancune à l'endroit des Arabes est encore vive.

Est-ce une utopie? Peut-être, mais qui mieux qu'eux connaissent les Arabes? Ils partagent un fonds commun de traditions quotidiennes, et l'hospitalité n'est pas la moindre d'entre elles. Faisons de ce fonds commun une passerelle. On peut apprendre à cohabiter. Quand on se penche sur la vie juive en monde musulman, on constate que, malgré les turbulences, la coexistence fut riche et moins tragique qu'en terre chrétienne. Elle ne se résume pas à l'exil. Les médias juifs sont également en mesure de prendre le relais en se transformant en plates-formes de dialogue. Les musulmans de France ne sont pas tous des terroristes ou des antisémites. Les intellectuels des deux côtés devraient oeuvrer à cette rencontre.

L'école, autrefois creuset de l'intégration, a le devoir de rapprocher tous les groupes, chrétiens, juifs, musulmans et autres par le biais de l'enseignement de l'histoire des religions et des cultures. Celui-ci ne se préparera pas sous les dorures des ministères mais sur le terrain, avec l'aide de tous les partenaires, y compris les éducateurs. Un enseignement décharné et qui s'abriterait derrière des concepts risquerait de ne pas atteindre les objectifs souhaités.

A l'ère du communautarisme galopant, il est plus urgent que jamais de travailler à bien vivre ensemble. Indispensable pour que les banlieues ne se transforment pas en champs de bataille.